

bénéficiera de l'apport de professeurs des trois autres universités montréalaises selon les besoins.

Le Canada et l'Europe à l'aube du nouveau siècle : plus que jamais des avantages communs

L'Union européenne étend son influence et présentera en l'an 2000 un visage radicalement différent auquel nous devons aussi nous adapter. Toutefois, il est clair que le Canada n'a aucune intention de se retirer de l'Europe. Nous avons plutôt l'intention de redéployer nos efforts pour mieux relever les défis et saisir les occasions qu'une Europe en mutation et en expansion nous offre.

Je pense que nous devons nous inspirer de l'exemple de Jean Monnet dans notre démarche mutuelle. Nous devons, pour emprunter ses mots : «faire oeuvre commune, non pour négocier des avantages, mais pour rechercher notre avantage dans l'avantage commun».

Alors que nous devons examiner le nouveau rôle de nos organisations de sécurité collective, nous reconnaissons que parmi les principales priorités des nations, les intérêts économiques ont remplacé les intérêts de sécurité militaire.

L'économie de ce XXI^e siècle qui s'approche sera encore plus compétitive et internationale. L'éducation et la formation assureront le succès des nations dans cette économie. Les institutions d'enseignement supérieur apportent une contribution essentielle à l'évolution de la société canadienne. Notre Livre rouge en témoignait par ces mots : «Le gouvernement fédéral peut et doit être solidaire de l'effort national en faveur d'un enseignement qui nous permettra d'être compétitifs à l'échelle internationale.»

C'est avec grand intérêt que j'ai pris connaissance du récent Livre blanc de la Commission des communautés européennes : *Croissance, compétitivité, emploi. Les défis et les pistes pour entrer dans le 21^{ème} siècle.* La Commission y souligne des thèmes que nous avons développés dans notre propre Livre rouge. Nous reconnaissons l'importance de l'éducation, de la recherche et du développement et des nouvelles technologies dans la relance de nos économies. Ces deux documents laissent entrevoir des voies possibles de collaboration.

Nous devons forger des liens transatlantiques de coopération et de partenariat dans les domaines de l'enseignement supérieur. Le gouvernement du premier ministre Jean Chrétien souhaite donner aux Canadiens et aux Canadiennes les outils nécessaires qui leur permettront de briller dans cette nouvelle économie internationale fondée sur l'information et le savoir.